



Accord de libre-échange avec l'Indonésie Mauvaise nouvelle pour le développement durable et les consommateurs

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort estime que l'annonce de la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Indonésie est une mauvaise nouvelle pour l'environnement en Indonésie et les consommateurs suisses. D'un point de vue du développement durable il est insensé de favoriser l'importation d'huile de palme. Pour une alimentation saine, la consommation de cette huile devrait plutôt être réduite.

Pour le secteur agroalimentaire suisse, les risques d'effets négatifs engendrés dominent. En 2017, la Suisse a exporté une quantité insignifiante de fromages en Indonésie (3 tonnes). Un développement des exportations de produits alimentaires suisses serait lié à des efforts de marketing très importants. Cet accord ne conduira pas à des exportations d'huile de colza ou de viande de volaille suisse en Indonésie.

Pour limiter les dégâts, l'ASSAF revendique une mise en œuvre conséquente de la motion de la commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats. Celle-ci stipule que le Gouvernement prévoira des mesures graduelles permettant de suspendre les concessions dans le domaine de l'huile de palme, si celles-ci ont des conséquences négatives pour les oléagineux suisses. Il s'agit de mettre en place un monitoring et un plan de mesures en cas de dépassements des indicateurs fixés. La filière devra être active dans ce domaine.

L'ASSAF exige également une amélioration de la déclaration de l'origine des importations. En 2017, selon la statistique de l'administration fédérale des douanes 10% de l'huile de palme provient d'Allemagne et 6% des Pays-Bas. Cela montre qu'il existe des problèmes flagrants de déclaration, l'Allemagne et les Pays étant des destinations de transit et pas des pays de production.

D'autre part, l'ASSAF appelle à la responsabilité individuelle des consommateurs. De la vigilance et de bons yeux seront nécessaires pour contrôler la composition des denrées alimentaires, surtout dans les produits transformés. Ceci nécessite un comportement actif.

L'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF) est une plateforme active qui réunit plus de 60 organisations sectorielles et entreprises réparties tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. L'ASSAF défend les intérêts du secteur agroalimentaire suisse. Elle s'engage pour une agriculture suisse productive et une industrie agroalimentaire forte. Les entreprises et associations sectorielles affiliées à l'ASSAF génèrent un chiffre d'affaire total annuel de plus de 16 milliards de CHF par an et emploient plus de 160'000 personnes.

Berne, le 5 novembre 2018

*Renseignements : Hans Jörg Rügsegger, Président ASSAF-Suisse, Riggisberg, 079 393 87 50
David Rüetschi, Secrétaire général ASSAF-Suisse, Lausanne, 079 677 82 12*